

L'APOTRE DU PEUPLE,

PRIX DE L'ABONNEMENT.

	3 mois.	6 mois.	Un an.
Paris.	5 f. »	5 f. 50	10 f.
Banlieue.	5 f. 50	7 f. »	12 f.
Départem.	4 f. »	8 f. »	16 f.
Étranger.	6 f. »	12 f. »	24 f.

En province, chez tous les directeurs de Messageries et chez tous les Libraires.

JOURNAL SOCIALISTE, POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE,

PARAISSANT LE MARDI, LE JEUDI ET LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE.

Liberté, Justice et Vérité pour tous.

Le peuple seul est souverain, lui seul tient de Dieu la force et la puissance.

PRIX DES INSERTIONS :

Librairie.	» f. 50 cent. la ligne
Industrie.	1 f. » —
RECLAMES.	Librairie, 1 f. 50 la ligne.
	Industrie, 2 f. » —

En province, chez tous les directeurs de Messageries et chez tous les Libraires.

TOUTES LES COMMUNICATIONS RELATIVES A L'ADMINISTRATION

DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES (franco)
au Directeur.

Les abonnements partent du 1^{er} et du 16 de chaque mois.

BUREAUX :

rue du Marché St-Honoré,
32.

TOUTES LES COMMUNICATIONS RELATIVES A LA RÉDACTION

DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES (franco)
au rédacteur en chef.

Les abonnements partent du 1^{er} et du 16 de chaque mois.

SOMMAIRE. — Notre socialisme. — Lisez avant de voter. — Le banquet du peuple. — Questions à qui de droit. — Un arrêté parternel. — Justice et non vengeance. — Encore des candidats ! — Faits divers. — Nouvelles des départements. — Nouvelles étrangères. — Un acte officiel à commenter. — Comment on entend le vote universel.

PARIS, 3 JUIN.

NOTRE SOCIALISME.

Nous sommes, nous avons toujours été, nous serons toujours républicains ; nous reconnaissons le peuple comme seul souverain légitime, et la République comme la seule forme de gouvernement qui puisse faire le bonheur de l'espèce humaine ; mais nous n'aimons pas les souverains affamés et couverts de haillons, ni les républiques qui puissent leur force dans le sang.

Nous voulons une république puissante par la justice, grande par la liberté, unie par la fraternité, et un peuple digne d'exercer la souveraineté.

Nous voulons que la république soit l'expression des droits et des devoirs de tous, au lieu de n'être qu'un vain mot, ou le règne des mesquines ambitions ; nous voulons que le peuple soit élevé à la hauteur de la mission qu'il tient de Dieu, au lieu d'être, comme il l'a été jusqu'à présent, abaissé au niveau de la brute.

Nous voulons une république aussi pure, aussi fraternelle que les monarchies ont été égoïstes et corrompues ; nous voulons un peuple instruit autant qu'il est patient ; nous le voulons ennobli autant qu'il a été humilié.

Nous voulons que la loi soit désormais un pacte loyalement accompli entre tous les citoyens, au lieu d'être, comme aujourd'hui, un instrument d'oppression contre les faibles, un moyen de fortune pour les habiles, une arme pour les puissants.

Nous voulons que la vie sociale soit enfin prise au sérieux, que l'on parle moins de vertu et que l'on soit plus vertueux, moins de fraternité et que l'on soit plus fraternel ; nous ne voulons pas que l'on se serve de la misère du peuple pour l'asservir. Nous voulons que chacun puisse conserver pleine et entière sa part de liberté, et les droits qu'il tient de sa qualité de citoyen, — et que chacun accomplisse consciencieusement ses devoirs.

Nous ne voulons ni l'exploitation de l'homme par l'homme, ni l'exploitation de l'homme par la misère, ni l'exploitation de l'homme par l'Etat ; parce que toute exploitation qui a pour but l'abaissement de l'espèce humaine, est un crime de lèse-humanité.

Nous voulons que tous puissent vivre en travaillant ; mais, seule, la vie du corps ne suffit pas à donner le bonheur : nous demandons, pour tous, la vie du corps, la vie de l'intelligence et la vie du cœur, sans quoi le bonheur est une fiction et l'existence sociale un lourd fardeau.

Dans une république bien constituée et loyalement administrée, il ne doit exister ni pauvres ni paresseux ; nous demandons du travail pour tous, à chacun selon ses facultés ;

— et de la considération pour les travailleurs. Nous indiquerons le moyen d'obtenir ce que nous demandons.

Lorsque le travail est honoré et abondant, les pauvres et les paresseux disparaissent aussitôt ; la paresse et la pauvreté sont souvent filles du même père, le découragement !

On punit ceux qui violent la loi, que des récompenses soient accordées à ceux qui l'observent. Alors seulement les hommes de bien auront intérêt à ne pas se pervertir, et les fripons à devenir d'honnêtes citoyens.

Le produit du travail, loin d'être un bien est une calamité, lorsqu'il n'a pas un débouché assuré ; nous demandons un débouché pour le produit du travail. Que l'on moralise le commerce et l'industrie, et les marchés étrangers fermés depuis longtemps à la France par l'improbité commerciale, s'ouvriront de nouveau, et le débouché sera trouvé.

La moralisation du commerce et de l'industrie aura lieu dès que l'on aura écarté ces commissionnaires officieux qui compromettent l'honneur et dévorent les bénéfices les plus purs du commerçant, sous prétexte de lui servir d'intermédiaire auprès des acheteurs. Que l'on écarte aussi de l'industrie ces agents, ces soi-disant courtiers, ces *monteurs* d'affaires, parasites insatiables qui déshonorent l'industrie, et s'interposent comme une éternelle barrière entre le génie et le capital.

Nous voulons l'abolition de tout privilège, de tout monopole, de toute distinction qui

FEUILLETON DE L'APOTRE DU PEUPLE.

DES TRAVAILLEURS

ET

DU TRAVAIL.

I.

Les Travailleurs.

Organisation du travail ! amélioration des travailleurs ! Voilà la grande question à l'ordre du jour, celle qui domine la situation ; celle qui doit primer toutes les questions sociales ; celle dont toutes les autres doivent nécessairement découler.

Organisation du travail ! Travailleurs ! mots prestigieux qui sont dans toutes les bouches ; choses jusqu'à ce jour complètement négligées, et qui, maintenant, occupent tous les esprits sérieux.

C'est qu'en effet, le jour où le grand problème de l'organisation du travail sera résolu, ce jour-là, la Liberté, l'Égalité et la Fraternité, trois mots, à l'heure qu'il est, vides de sens, deviendront trois faits acquis

au bonheur des peuples, des garanties formelles de l'éternelle émancipation du genre humain.

La France doit une couronne immortelle au citoyen Louis Blanc, pour avoir, le premier, poussé ce cri sublime : *Organisation du travail !* et pour avoir fait un appel aux cœurs généreux en faveur des travailleurs.

Mais en s'élançant dans l'arène avec cette devise écrite en lettres de feu sur son drapeau, le citoyen Louis Blanc a-t-il bien songé à toutes les difficultés que l'application de ses théories feraient naître dès qu'on voudrait les mettre à exécution ? Nous ne le pensons pas.

Et, d'abord, nous demanderons au citoyen Louis Blanc, pourquoi sa bienveillante sollicitude ne s'est point étendue à tous les *ouvriers* sans distinction !

Il y a bientôt trois mois, un cri de liberté s'échappa tout à coup du cœur de la nation française ! Dieu, apitoyé sur nous, venait de frapper de vertige le mandataire infidèle que la France s'était donnée le 5 août 1830. Le lendemain, 25 février, la République, autrement dit le règne de tous, fut proclamé. Le peuple vit le ciel ouvert : dans un avenir très-prochain, il allait être complètement régénéré.

Onze hommes furent, dit-on, entre tous, choisis par le peuple, et la souveraineté populaire leur fut confiée

en dépôt, en attendant que le peuple-roi eût le temps de l'organiser régulièrement en nommant ces représentants.

Parmi ces hommes, se trouva le citoyen Louis Blanc, l'illustre auteur de *l'Histoire de dix ans* ; une double mission lui fut confiée : l'organisation du travail et l'amélioration du sort des travailleurs. Comment s'en est-il acquitté ? Les ouvriers sont-ils plus heureux ? Le travail est-il organisé ? A-t-il trouvé le moyen de rendre meilleure la position sociale des prolétaires, tout en sauvegardant la liberté de tous, les intérêts de tous, les deniers de l'Etat. Nous craignons, au contraire, qu'il ait tout compromis.

Organiser le travail, c'était organiser l'espèce humaine tout entière ; c'était régénérer le commerce et l'industrie ; c'était répandre à pleines mains la richesse, le bonheur et la moralité sur toute la nation. La société ne sera qu'un chaos aussi longtemps que tous ses membres ne seront devenus d'actifs travailleurs.

Quelques heures après la révolution, une commission chargée de régulariser le travail est formée. Le citoyen Louis Blanc est nommé son président. Dès le lendemain, cette commission commence à fonctionner.

Un décret affiché sur tous les murs de Paris, inséré dans tous les journaux, annonce à l'Europe qu'à l'ave-

n'aurait pas son origine dans la noblesse du cœur ou dans la puissance du génie : nous demandons pour le commerce, pour l'industrie, pour les arts et pour les lettres, la liberté dans toute sa plénitude, sans autres bornes que la loi consentie par tous, également appliquée à tous, inflexible pour tous.

Nous ne voulons pas de jury pour juger les œuvres d'art, d'éditeurs pour exploiter les lettres, ni de comités pour juger du mérite et de l'opportunité des œuvres dramatiques. Plus d'intermédiaire entre le peuple et le génie.

Nous ne voulons pas qu'il soit permis à quelques hommes impudents, de s'approprier les œuvres d'autrui et de paralyser les élans de l'intelligence, en volant à leurs frères jusqu'à la gloire d'avoir créé. Que chacun vive de ses forces et monte aussi haut que ses ailes pourront le porter, mais que personne ne se pare désormais de la gloire qu'il n'a pu lui-même conquérir.

Personne n'a besoin de palais, mais tous ont besoins de bonheur. Le bonheur est dans l'aisance d'une vie réelle, et non dans la pompe fastueuse d'une existence de sybarite éhonté.

Les arts et la littérature, ainsi que le travail manuel, ne peuvent que gagner à l'accomplissement des vœux que nous venons de former; cet accomplissement, nous le poursuivrons de tous nos efforts et des efforts de ceux qui voudront nous aider de leur concours. On n'a pas oublié que l'Apôtre du Peuple est une Chaire de Liberté, de justice et de charité pour tous.

C'est pourquoi l'Apôtre du peuple ne s'occupera pas des hommes d'un parti, ni des coteries d'une faction; mais des actes civiques ou politiques accomplis par tous les partis. Il approuvera, il louera tout ce qui sera bon, quelque soit l'homme ou le parti qui l'aura fait: il blâmera, il flétrira tout ce qui méritera d'être blâmé ou flétri, sans égard à celui ou à ceux qui l'auront accompli.

L'Apôtre du Peuple est fondé dans l'intérêt des masses, qu'il nous soit donc permis de nous occuper de leur bonheur. L'homme est-il heureux lorsqu'il vit seul, et n'a-t-il besoin de bonheur que pendant une partie de sa vie? Non, il ne faut plus qu'il ait peur de voir la misère envahir sa demeure, si une maladie temporelle vient l'assaillir, il ne faut pas que sa vieillesse ait à craindre le besoin. Il ne faut pas que sa mort devienne la ruine de sa

famille. L'Apôtre du Peuple faillirait à son mandat, s'il n'indiquait les moyens d'assurer promptement à tous les travailleurs, la tranquillité qu'ils n'ont pas, un salaire continu, même pendant la maladie, une retraite convenable durant leur vieillesse, et des aliments pour leur famille après leur mort.

Mais est-ce tout? l'homme est-il seul sur la terre? Non. Sans la femme, l'homme est un être incomplet. La femme est la moitié de sa vie, la plus douce moitié. C'est à elle que Dieu a accordé ces trésors de tendresse et d'amour qui, répandus sur nous comme une sainte rosée, fécondent nos pensées et adoucissent nos maux. C'est la femme qui guide nos premiers pas, elle qui la première s'occupe de former notre cœur; c'est à elle que nous devons nos premières pensées, et, souvent nos plus sublimes inspirations. Que lui donnons-nous en retour? Rien. Pire que rien, car dans notre égoïsme sans bornes, nous en avons fait un hochet que nous brisons à volonté, un instrument de plaisir, un marchepied à nos ambitions; d'ange qu'elle était, nous en avons fait une victime ou un démon acharné à notre perte.

Nous voulons que la condition de la femme soit changée; un tel état de nullité et d'abjection ne saurait convenir à nos mères, à nos compagnes, à nos filles, à nos sœurs.

Lisez avant de voter.

Malheur à vous, scribes et Pharisiens hypocondres, etc.
MATTHIEU

Le peuple est de nouveau appelé à exercer sa souveraineté; la patrie demande onze patriotes de plus; des ambitions sans nombre se sont réveillées. Les murs de Paris sont couverts de professions de foi. Des placards de toutes les couleurs, affichés par milliers, frappent les yeux des passants, signés de noms que personne ne connaît ou que l'on connaît trop. Les nouveaux candidats viennent ramper devant le peuple et lui offrir un entier dévouement. Chaque journal donne la liste de ses élus. En lisant ces listes, ces professions de foi; en voyant tous ces coureurs de clubs, ces mendiants de confiance publique et de 25 francs par jour, on est tenté de croire que nulle part autant qu'à Paris il n'y a des hommes dévoués à la cause publique. Pauvre peuple! Sous la bannière de l'Ordre public, on te demande un mandat pour te trahir; au nom de la liberté la plus large, du dévouement le plus absolu, on cherche à trom-

per ta confiance, à se faire de ton mandat, de la plus sublime des missions, un marchepied pour arriver au pouvoir. Voici quelques enseignements sur tes amis les plus dévoués:

Le citoyen Schœlcher a écrit, en 1850, dans la *Revue de Paris*, un article sur l'esclavage des colonies; cet article commence ainsi: « Loin de nous la pensée, etc. Lisez-le avant de voter pour le citoyen Schœlcher.

Lisez encore les pages 2 et 3 de l'ouvrage que le citoyen Schœlcher a publié en 1842.

Avant de voter, demandez-lui s'il n'écrivait pas au réfutateur de son ouvrage:

« Pour moi, si vous hésitez à m'écrire que vous tenez pour méprisable la lettre de M. Etienne Arago et son auteur, je vous tiendrai toujours pour un de mes ennemis et ne prendrai jamais votre main. »

M. Etienne Arago réfutait les doctrines du citoyen Schœlcher, doctrines anti-républicaines, anti-démocratiques, anti-sociales; il approuvait l'auteur qui avait combattu les mauvaises tendances du citoyen Schœlcher.

Avant de voter pour le citoyen Schœlcher, n'oubliez pas qu'étant sous-secrétaire d'état au ministère de la marine, après la révolution de février, il s'est vengé de la personne qui n'avait pas voulu déclarer méprisables M. Arago et sa lettre, en ne donnant aucune suite à une réclamation qu'il avait faite, en se refusant même à la recevoir. Fonctionnaire de la République, le citoyen Schœlcher s'est servi du pouvoir que la République lui avait confié pour venger son amour-propre d'auteur!

Nous tenons à la disposition des incrédules les preuves irrécusables de ce que nous avançons.

Le citoyen Sudre veut aussi être représentant du peuple! Voici ce que nous lisons et que tout le monde peut lire à l'article *fonds secrets*, exercices 1842 et 1843: *Revue rétrospective*, n° 2, page 27, lignes 16 et 17, et page 28, ligne 6.

« En 1842, LE MINISTRE.... 1.000 fr. à l'auteur de la téléphonie appliquée aux armées en campagne! »

En 1843: « A M. Sudre, pour la téléphonie 3.000 fr. »

Ainsi, en deux ans, 4.000 fr. prélevés sur les fonds secrets du gouvernement corrupteur reçus par un citoyen qui demande vos suffrages!

Le citoyen Freuilleville, autre patriote dévoué, fait valoir, dans sa profession de foi, qu'il n'a quitté l'armée pour se faire agriculteur qu'après avoir été décoré en Espagne en 1823. Rappelez-vous que dans la guerre d'Espagne en 1823, on ne décorait que ceux qui se battaient bien contre la liberté des Espagnols.

Sur tous les citoyens auront du travail assuré; la République garantit formellement du pain, en travaillant, à tous les Français! La plus pure joie renaît dans tous les cœurs; désormais, il n'y aura plus, en France, d'hommes laborieux torturés par la faim, et nulle femme ne sera plus forcée de se prostituer pour manger!... Du travail pour tous! c'était la richesse pour tous, c'était l'honneur, c'étaient toutes les jouissances de la vie. Le travail n'est-il pas la source de tout ce qui est noble et grand! Honte et mépris sur celui qui ne préfère le pain du labeur, arrosé de la sueur de son front, à la servitude dorée, au vice ou à la corruption.

Le mois de février va finir, un million sera dû à la liste civile... Mais le roi, c'est le peuple maintenant: c'est donc au peuple que revient ce million. Le gouvernement provisoire décréta, le jour même, la remise de ce million aux ouvriers sans travail et aux blessés de février. C'était justice; la France entière applaudit.

Dès le lendemain, les abords de toutes les mairies sont encombrés. Ce sont des travailleurs sans ouvrage; ils viennent réclamer ce qu'on leur a promis, leur part du million décrété. Mais les femmes n'y sont pas! Pourquoi donc cela? Au moment où tous les capitaux viennent de disparaître comme par enchantement, n'y aurait-il à Paris que des hommes dans le besoin?... Tous

ces hommes qui font queue aux portes des mairies sont-ils vraiment des travailleurs?... A cette dernière question, répondez qui pourra; nous y répondrons peut-être un jour.

A quelle classe de citoyens appartiennent ces gens que l'on rencontre dans les rues, et dont le visage rayonne de bonheur? Leur âme est remplie d'enthousiasme; mais, malgré leur joie, leurs traits sont amaigris, une pâleur malade couvre leur front; leurs vêtements, brossés avec soin, sont visiblement altérés par un usage trop long; leur chaussure vernie cache, sous un éclat menteur, des trous qui laissent pénétrer jusqu'aux pieds l'eau et même la boue des rues. Ces hommes sont encore des ouvriers, non de ceux qui travaillent la matière, mais de ceux qui cultivent l'esprit et qui forment le cœur des nations.... ce sont des artistes, des littérateurs.

Leur visage est inconnu aux passants, mais leur nom, tout le monde le connaît. Soldats de l'intelligence, ils appartiennent à cette armée impérissable qui, depuis deux mille ans, sappe sans relâche toutes les tyrannies. Ils passent, silencieux, pendant que les travailleurs de la matière, insouciant du lendemain, attendent les miettes qui vont tomber sur eux. Ils vont combattre encore, parce qu'ils savent que le combat n'est pas fini. Sentinelles avancées de la civilisation, gardiens du feu

sacré de la liberté, ils se sont placés plus haut et voient plus loin!... Dormez en paix hommes du peuple; travailleurs, dormez en paix: ils veillent sur vous. Au premier danger vous entendrez leur cri d'alarme et vous les verrez venir grossir vos rangs, car ces hommes savent également combattre et de la parole et du fusil.

Ils ont faim, eux aussi! Qui leur donnera du pain? le maire? Non; le maire ne donne rien qu'à ceux qui crient, et ceux-là ne disent mot. Ils sont habitués à souffrir pour la patrie. Ils attendent patiemment que le travail soit organisé; on ne saurait les oublier, et bientôt ils seront appelés à prendre part au grand banquet social qu'il ont préparé.

Près de dix millions ont été employés depuis le mois de février à des travaux sans utilité; près de trois mois se sont écoulés depuis le jour où la France a reconquis sa souveraineté; mille projets d'organisation pour le travail et pour les travailleurs ont été mis en avant; des discours sans nombre ont été prononcés au Luxembourg et ailleurs. Le citoyen Louis Blanc, chargé de la solution du grand problème, s'est entouré d'une foule de spécialités. Chaque corps d'état lui a envoyé des délégués. Et tous, maîtres et journaliers, commis,

Le citoyen Alexandre Dumas, MARQUIS DE LA PAILLETERIE, se pose aussi en défenseur du peuple ! Aux titres qu'il fait valoir dans sa profession de foi, et aux nombreux articles préparatoires de sa prochaine élection, écrits par lui-même dans le journal la *Liberté*, nous ajouterons, pour la plus grande édification des électeurs, le voyage en Afrique que le candidat a fait aux frais de l'Etat, et grâce à son ami intime le duc d'Aumale, lequel voyage n'a coûté que 50,000 francs ; le pompeux et ridicule discours que le candidat a prononcé devant le tribunal de la Seine lors de son procès avec la *Presse* et le *Constitutionnel* ; la concession de son théâtre *Montpensier*, puis *Historique* ; une brochure publiée par Eugène Mirecourt sur le compte du grand exploitateur de l'esprit d'autrui, et surtout la sublime colère de l'illustre auteur d'une foule d'ouvrages qu'il n'a pas écrit, à propos des affaires du 15 mai dernier. Si, après avoir constaté les droits du noble marquis de la Pailleterie, il n'est pas élu, nous déclarons que les réactionnaires sont de grands poltrons.

A côté des forbans politiques que nous venons de mentionner se trouvent des candidats dignes des suffrages des bons républicains. Les hommes d'honneur éclairés et dignes ne sont pas rares en France : en cherchant bien, on les trouvera.

Les électeurs oublieront-ils d'inscrire sur leurs listes le martyr Dupoty et Laurent Coppens ?

Le premier sort des prisons, où il avait été envoyé par le gouvernement déchu pour *complicité morale* ! Le second a travaillé pour la République pendant vingt ans sans épargner ni sa fortune, ni sa liberté, ni sa vie !

LE BANQUET DU PEUPLE.

Le peuple aussi veut fraterniser ! Heureuse idée qu'il aurait dû mettre plutôt à exécution. Un banquet aura donc lieu, et moyennant 25 centimes, tous les hommes de cœur, pauvres ou non, pourront assister à cette grande fête de famille, à cette manifestation d'amour patriotique échappée à cent cinquante mille cœurs généreux ! Mais parmi les ouvriers, ces hommes à l'âme ardente, pourront aussi se glisser de faux-frères qui, le mot de liberté à la bouche et la haine dans le cœur, voudront, d'une fête fraternelle, faire une émeute coupable qui servirait de prétexte aux ennemis de la République pour glisser parmi nous la discorde et la guerre. La prudence seule peut nous sauver ; frères, soyez prudents !

Méfiez-vous de quiconque proférerait des cris de vengeance contre qui que ce soit ;

employés et patrons, tous ont apporté au citoyen Louis Blanc leur contingent de lumières spéciales, de patriotisme et de dévouement désintéressé. Il n'a manqué aux séances du Luxembourg que les ouvriers de la pensée ; ceux-là, ainsi qu'à la répartition du million décrété, ont été oubliés ! Pourtant eux aussi ont de douloureuses plaies à montrer à la patrie ; eux aussi ont des souffrances auxquelles la patrie doit un soulagement : le citoyen Louis Blanc aurait-il pensé que les artistes et les littérateurs étaient moins malheureux, moins nécessaires, moins dévoués à la patrie, moins dignes de son attention ?

Le citoyen Louis Blanc ne sait travailler ni le fer, ni la pierre, ni le bois ; d'où vient qu'il a si tôt perdu le souvenir de ses angoisses passées, de ses rêves d'avenir, de ses espérances déçues, de ses derniers succès ? Moins que tout autre, il devait oublier la noble profession qu'il exerçait avec tant d'éclat ; plus que tout autre il doit savoir que son génie seul a pu le tirer du néant. Le citoyen Louis Blanc devrait avoir compris qu'il aurait pu se trouver à l'heure qu'il est, ainsi que grand nombre de ses confrères, remuant la terre du Champ-de-Mars, si le peuple, toujours magnanime à l'excès, et quelquefois trop confiant, ne l'avait rencontré sur son chemin le 24 février.

De quiconque chercherait à exciter votre colère ou votre pitié contre qui que ce soit ;

De quiconque voudrait profiter de votre réunion pour troubler la paix publique afin de vous calomnier après s'être servi de vous.

Si le gouvernement envoie des troupes ou des gardes nationaux pour vous surveiller, que la présence de la force armée ne vous excite pas.

Si le Gouvernement envoie les forces que vous lui avez confiées, par simple mesure de précaution, il ne fait que son devoir. Restez donc calmes, fraternisez, retrempez vos cœurs dans un échange de nobles sentiments, et rentrez dans vos foyers forts de cette conviction intime qu'un peuple bien uni est invincible. Si au contraire la force armée vous avait été envoyée pour vous tenter, ne succombez point à la tentation. La véritable force est en vous ; restez encore calmes et dignes et les tentateurs seront vaincus.

Si quelque faux-frère insultait aux agents du pouvoir pour les exciter contre vous et engager le conflit entre la force armée et vous, laissez le faux-frère isolé, et le tentateur sera encore désappointé.

En agissant ainsi, je vous le dis, vous aurez donné au monde un exemple immortel. N'oubliez pas que le courage qui hurle est, non pas du courage, mais l'excitation de la peur.

Vous n'avez pas besoin de colère pour vaincre vos ennemis, votre patience héroïque, l'union de vos nobles cœurs si chaleureux et si pleins de sève ; et, au besoin, votre mépris suffirait !

QUESTIONS A QUI DE DROIT.

Est-il vrai qu'aucun des représentants du peuple n'ose demander aux membres du gouvernement provisoire le compte exact des frais et recettes qui ont eu lieu depuis le 25 février jusqu'au 4 mai suivant ? Pauvre peuple alors !

Est-il vrai que le citoyen Étienne Arago s'est, de sa propre autorité, emparé de la direction générale des postes pendant que les hommes de cœur versaient leur sang pour la patrie au *Palais-Royal* et ailleurs ?

Est-il vrai que les patriotes François Arago, Armand Marrast, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crémieux, etc., se sont empressés de caser commodément et lucrativement leur nombreux parents et amis au lieu de s'occuper de la misère du peuple ?

Est-il vrai que le libraire Pagnerre est titulaire de plusieurs emplois honorifiques et bien rétribués, et que lui et sa nombreuse famille se pavanent dans les somptueux appartements du Luxembourg ? En ce cas, qu'on nous

dise quels sont les titres du libraire Pagnerre à une aussi subite élévation.

Est-il vrai que le libraire Hetzel soit nommé chef du cabinet au ministère des affaires étrangères ? Où cet élégant éditeur a-t-il fait son cours de politique internationale ?

Est-il vrai que le tailleur Saintis est nommé consul à Valence en Espagne ? Pourquoi payer de cette façon-là les mémoires du tailleur Saintis ?

Est-il vrai que tous ces hommes qui jadis prêchaient le patriotisme le plus pur, le dévouement le plus absolu au peuple, que ces ardents républicains, qui, à les entendre, se seraient soumis à ne manger que du brouet noir, et à ne coucher que sur la paille pour revoir le règne de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, ont aujourd'hui des valets aussi nombreux qu'insolents, des sérails et des palais, des équipages et toutes ces choses futiles qu'ils reprochaient aux grands seigneurs ?

S'il en est ainsi, si le sang du peuple versé en 1830, en 1832, en 1834 et en 1848 n'a servi qu'à satisfaire les folles ambitions de quelques individus prêts à apostasier leur religion politique, au lieu d'avoir avancé vers l'avenir, nous aurons reculé vers le passé,.... Arrière les apostats ! Faites place à de plus dignes, et rentrez dans le néant d'où vous n'auriez jamais dû sortir. Lamartine a dit que Louis-Philippe succomberait sous la révolution du mépris, cette révolution n'est point accomplie, beaucoup d'hommes sont encore à mépriser.

UN ARRÊTÉ PATERNEL !

Le citoyen Armand Marrast, par un arrêté en date du 29 mai, rétablit l'impôt de 29 centimes par litre de vin ordinaire, impôt qui avait été supprimé en faveur de la *classe souffrante des travailleurs*. Le citoyen motive son arrêté sur les nombreuses réclamations des débitants de vin de Paris. Il oublie que si les gouvernants peuvent quelquefois enlever au peuple leurs libertés une à une, le peuple sait les reconquérir toutes à la fois.

JUSTICE ET NON VENGEANCE.

On lit dans la *Vraie République* : « Que le citoyen Barbès habite une cellule froide, à voûte très-élevée, tirant le jour par une espèce de soupier percé à trois ou quatre mètres de hauteur, et communiquant avec une fosse d'aisance qui répand une odeur infecte ; son mobilier consiste en un lit par terre et un gendarme !!! »

Si ces détails sont vrais, nous nous permettrons de

Comment donc se fait-il que le citoyen Louis Blanc ne se soit occupé que du sort des travailleurs manuels ? Le pouvoir soudain dont il s'est trouvé investi l'aurait-il ébloui ?... serait-il devenu ingrat depuis qu'il est devenu si grand ? Espérons qu'il n'est qu'ébloui.

Le temps pressait, les travailleurs manquaient de tout ; dix-huit années d'un règne impur les avaient réduits au désespoir ; il fallait d'abord s'occuper d'eux ; ils étaient les plus nécessaires ! Oui, sans doute, les travailleurs devaient être en effet les premiers servis. Mais, encore une fois, qu'entend le citoyen Louis Blanc par *Travailleurs* ?

Si sous cette dénomination il comprend tous ceux qui vivent du produit de leur force matérielle ou de celle de leur intelligence ; ceux qui travaillent et transforment la matière, et ceux qui, en cultivant l'esprit, et en répandant les idées, transforment l'espèce humaine et la perfectionnent. Oh ! alors, le citoyen Louis Blanc avait raison ; qui pouvait avoir plus de droit à la sollicitude du gouvernement que de tels ouvriers ?... Mais il n'a compris dans sa sollicitude fraternelle que les ouvriers manuels, alors il n'a rempli sa mission qu'à demi ; il a fait comme un magnétiseur qui, parce qu'en galvanisant un corps sans âme, l'aurait fait mouvoir, croirait avoir ressuscité un mort. Il aura failli

au sublime mandat qu'il s'est adjugé et que personne lui a contesté, parce que tout le monde espérait le lui voir largement et équitablement remplir. Il a commis plus qu'une faute, car, en abandonnant aux angoisses de la faim, aux tortures de l'humiliation, les martyrs de l'art, il a tacitement nié que ce soient eux, qui, par des sublimes créations, couronnent chaque jour la France de cette auréole de gloire qui rayonne sur le monde entier.

Si les artistes et les littérateurs ne sont pas des travailleurs, qui donc mérite ce nom glorieux ? Et si, au contraire, ils travaillent sans cesse à la grande œuvre de la civilisation, s'ils font marcher l'humanité à travers les siècles vers sa perfection définitive, pourquoi les déshériter ?

Citoyen Louis Blanc ! Demandez au peuple, à ceux-là mêmes qui se livrent exclusivement aux travaux corporels, s'ils ne reconnaissent pas pour leurs frères ceux dont ils reçoivent journalièrement leur instruction, ceux qui leur ont appris leurs droits, qui chaque jour nourrissent leur intelligence et leur imagination ?

M. DE CUENDIAS.

(La suite à un prochain numéro.)

rappeler aux membres de la commission exécutive du gouvernement, que le citoyen Barbès a beaucoup souffert pour la liberté, que c'est à lui et à d'autres de la même trempe qu'ils doivent la position qu'ils occupent en ce moment, et que de plus dignes devraient peut-être occuper; enfin que, sans préjuger de l'innocence ou de la culpabilité du citoyen Barbès, ils nous semble que l'on doit être plus humain envers un citoyen que le peuple a élu pour son représentant, et qui jusqu'à preuve du contraire doit être tenu pour innocent. La justice chatie, mais elle ne se venge pas.

ENCORE DES CANDIDATS !

Nous sommes à peine nés, et déjà sur notre bureau s'étalent impudemment cinquante professions de foi de candidats à l'Assemblée nationale. Cinquante candidats pour onze nominations !

Cinquante candidats parfaitement inconnus, si ce n'est de leur concierge, et de leurs créanciers, peut-être. Cinquante candidats sans conter les républicains négatifs, tels que MM. Thiers, Cambacérès, le citoyen Joinville, Goudchaux, et une foule de rédacteur, porteurs et crieurs de journaux, qui se sont sentis tout à coup devenir de grands hommes d'Etat ! sans compter le père Duchêne et l'un de ses rédacteurs, le citoyen Collavru !... Sans compter le citoyen Durras, rédacteur en chef du *National*, le seul de cette boutique, nous assure-t-on, qui n'ait pas encore été pourvu. Pauvre peuple ! où trouveras-tu des places, des honneurs et 25 francs par jour pour tous ces gens ?

FAITS DIVERS.

On attend avec anxiété le résultat du rapport de la commission chargée d'examiner la demande en autorisation de poursuites contre le représentant Louis Blanc ; mais les membres composant cette commission paraissent s'être fait un devoir de ne rien révéler de ce qui s'y est passé.

A l'ouverture de la séance du 2 juin, le président de l'Assemblée nationale donne lecture d'une lettre du citoyen Barbès, annonçant que les paroles que le réquisitoire du procureur-général attribue au représentant Louis Blanc ont été prononcées par lui, ainsi que l'atteste le *Moniteur*. Cette lettre est renvoyée à la commission.

Le citoyen Jules Favre monte à la tribune pour faire connaître à la chambre le rapport de la commission chargée de l'examen de la demande d'autoriser des poursuites contre un membre de l'Assemblée nationale. Un profond silence s'établit dans toute la salle.

Au milieu des considérations de haute politique qui signalent le début du rapport, il n'est pas difficile d'en prévoir les conclusions qui ont été prises à la majorité de 15 voix contre 5. La commission est d'avis que l'Assemblée doit autoriser les poursuites contre le représentant Louis Blanc.

La discussion est fixée à demain.

Après avoir entendu le citoyen Louis Blanc, qui se borne à dire que s'il a protesté comme représentant, comme homme il doit s'abstenir, l'Assemblée décide que la discussion aura lieu dans la séance de demain.

(*La République.*)

La commission du pouvoir exécutif se propose, dit-on, de présenter sous quelques jours, à la sanction de l'Assemblée nationale, un décret portant création d'un ministère de la police générale.

M. le colonel Bressolles, directeur de l'artillerie, est appelé à la direction de l'artillerie de Paris, des forts et de Vincennes.

Pendant que tant d'ambitions s'agitent au détriment de la France, des hommes d'un patriotisme aussi modeste qu'ardent se privent d'une partie du produit de leur travail en faveur de la République.

Le citoyen Legand, qui, durant les trois journées de février, offrit toutes sortes de secours aux combattants dans ses établissements du boulevard Saint-Denis et de

la rue Montmartre, 16, vient, pour la troisième fois, de faire à la patrie don de deux jours des recettes. Avis à ceux qui dépensent à satisfaire leur vaniteuse insolence les deniers de l'Etat.

Le bruit se répand et s'accrédite que la forteresse de Vincennes, telle que la défense en est organisée, ne serait pas en état de résister à une attaque sérieuse. Qu'y a-t-il de vrai dans ce bruit ? Nous l'ignorons ; mais il suffit qu'il ait acquis un certain degré de consistance, pour que nous appellions sur lui l'attention de la commission du pouvoir exécutif et celle du ministre de la guerre.

Nouvelles des Départements.

RHÔNE. — *Troubles à Lyon.* — On lit dans le *Salut public* :

« M. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le calme dont nous jouissions est de nouveau compromis. Ce sont encore les ouvriers des chantiers nationaux de Perrache qui ont arrêté des armes venant de Saint-Étienne ; cette fois, l'autorité a jugé convenable d'agir : les dragons sont immédiatement montés à cheval, et quelques arrestations ont eu lieu.

« Les ouvriers de la Vitriolerie, qui travaillent de l'autre côté du Rhône, en face ceux de Perrache, ont été prévenus par un signal, et ils ont fait mine de venir au secours de leurs camarades, mais une démonstration des dragons a suffi pour les contenir.

« Tous les chantiers interrompent leurs travaux. Le temps nous manque pour recueillir d'autres détails.

« P. S. — Les ouvriers de l'Hippodrome sont cernés par les dragons et la troupe de ligne, et on procède à leur désarmement. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de résistance, et tout fait espérer que cette fois encore nous n'aurons pas de collision à déplorer ; l'attitude ferme et énergique que l'autorité a montrée en cette circonstance produira sans doute tout son bon effet sans exciter des luttes déplorables. »

SEINE-INFÉRIEURE. — On lit dans le *Progressif Caennais* :

« La gendarmerie de Fécamp s'est transportée cette nuit à Contremoulins, et a mis en état d'arrestation le citoyen Selle, prévenu, à ce qu'il paraît, de complicité dans le mouvement du 15 mai. Il vient d'arriver dans notre ville et sera dirigé prochainement sur le Havre.

« P. S. — Nous apprenons à l'instant que le citoyen Selle vient d'arriver par le convoi de dix heures ; il a été reçu au débarcadère par les agents de la force publique, qui l'attendaient pour le conduire à la maison d'arrêt, où il a été écroué. »

Nouvelles étrangères.

AUTRICHE. — Les nouvelles de Vienne se confirment. Les étudiants ont refusé de dissoudre leur légion. Ils ont été soutenus par la garde nationale et le peuple. Un bourgeois ayant été tué par une sentinelle, des barricades ont été faites dans toute la ville. Le commandant de la garde nationale a été retenu à l'Université comme otage ; à l'heure qu'il est, on ouvre des passages dans les barricades ; le ministère a accordé toutes les demandes de la ville. Voici sa dernière proclamation :

« Le conseil des ministres, reconnaissant l'urgence commandée par les circonstances extraordinaires, ordonne qu'il sera formé un comité composé de bourgeois, gardes nationaux et étudiants pour maintenir l'ordre et sauvegarder les droits du peuple. Il ordonne, en outre, que les postes de la ville seront occupés exclusivement par la garde nationale et la légion académique ; les autres postes seront occupés par la garde nationale conjointement avec les troupes. L'arsenal seul sera occupé exclusivement par les troupes.

« Les troupes nécessaires au service resteront seules dans la ville. Les autres la quitteront le plus tôt pos-

sible. Le comte Hoys reste comme garant pour les conquêtes du 15 mai, sous la surveillance du comité des bourgeois.

« Ceux qui sont la cause des événements du 26 seront traduits devant la justice.

« Le ministère prie instamment l'empereur de retourner à Vienne en peu de temps. En cas que sa santé l'empêche de venir, il est prié d'envoyer un prince impérial comme lieutenant.

« Le ministère prie le comité de prendre des mesures pour la sécurité de S. M. et de la famille impériale ; et de les lui faire connaître.

« Il met sous la sauvegarde de la population et du comité de Vienne toutes les propriétés publiques et privées, et les rend responsables de toute infraction.

« Il déclare qu'il continuera de garder le pouvoir intérimaire jusqu'à ce qu'il lui soit ôté par S. M. ou qu'il soit empêché de prendre ses mesures dans toute son indépendance et sous sa propre responsabilité.

« Au nom du conseil des ministres,

« **PILLERSDORF.** »

Cette dernière clause est une démission.

ESPAGNE. — Une lettre de Madrid, en date du 28 mai, nous annonce que la reine d'Espagne a refusé d'accepter la démission de M. Bertrand de Lys, ministre des finances, qui a consenti à garder provisoirement son portefeuille.

ACTE OFFICIEL A COMMENTER.

La commission du pouvoir exécutif, Arrête :

Art. 1^{er}. Tous les arrêtés relatifs à la création de trois escadrons de garde nationale mobile à cheval, ainsi que les nominations insérées au *Moniteur* du 22 mai, sont et demeurent rapportés.

Art. 2. Un projet de décret portant création de trois escadrons de garde mobile à cheval, sera présenté par le ministre de l'intérieur à l'Assemblée nationale.

COMMENT ON ENTEND LE VOTE UNIVERSEL.

Nous empruntons à la *Réforme* :

« Nous avons dit comment on avait en quelque sorte annulé le vote de la garde républicaine. On vient d'enlever, par un procédé analogue, celui de la garde mobile. Aujourd'hui, 1^{er} juin, celle-ci a été appelée à exercer ses droits électoraux, incontinent et à l'improviste. Nous avons reçu la visite d'un grand nombre de ses délégués, notamment du 3^e bataillon, qui ont, disent-ils vainement réclamé un peu de répit et le temps nécessaire pour se renseigner ; il leur a été répondu que le commandant insistait pour un vote immédiat, et ils ont obéi comme ils ont pu.

« Rien ne serait plus dérisoire, il faut l'avouer, qu'une pareille application du suffrage universel ; et puis, qu'on nous dise donc la raison qui a pu faire ainsi devancer pour la garde nationale mobile le jour fixé par le pouvoir exécutif.

« On nous rapporte un autre fait, mais c'est le maire de Paris qu'il concerne. L'Hôtel-de-Ville, qui paraît avoir ses candidats personnels, a fait imprimer et distribuer, avec le cachet de la mairie, 100,000 listes, où les noms des citoyens Adam, adjoint, et Flotard, secrétaire-général, se trouvent portés. Il nous semble que le cachet de la mairie est ici de trop, et qu'on ne s'en est évidemment servi qu'en vue de son influence.

« Il y a mieux. Dans les envois des listes qui ont été faits, hors Paris, aux mairies des différentes communes du département, on a joint l'affiche-circulaire du citoyen Flotard. Le citoyen Flotard devait savoir cependant que les fonctionnaires n'ont droit de franchise que pour ce qui concerne les services publics.

Le citoyen Flotard, dont parle la *Réforme*, est celui dont la *Presse* a publié hier la profession de foi, accompagnée de vers empruntés au *Moniteur* de 1826.

Le gérant, HAMELIN.

Montmartre. — Imp. PILLOY frères et Ce, boul. Pigalle, 48.